Les coopératives de montagne en Slovaquie

Michel Lompech

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/2755>

DOI : 10.4000/rga.2755

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

Mountain Cooperatives in Slovakia - URL : <https://journals.openedition.org/rga/2763> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Référence électronique

Michel Lompech, « Les coopératives de montagne en Slovaquie », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 103-1 | 2015, mis en ligne le 21 mai 2015, consulté le 08 décembre 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/rga/2755> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.2755>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Les coopératives de montagne en Slovaquie

Michel Lompech

- 1 La Slovaquie est un pays de montagnes et de coopératives. Même après vingt ans de transformation, on ne peut comprendre l'agriculture slovaque sans considérer ses coopératives. On ne peut de la même façon rendre compte des disparités internes de ce pays sans prendre en compte son domaine montagnard. La chaîne des Carpates traverse le pays d'est en ouest : elle couvre 34 % du territoire et environ 40 % des communes sont classées zones de montagne. Même si leur importance tend à décroître, les coopératives conservent un poids considérable dans le secteur agricole, que ce soit en nombre (584 en 2010) ou en surface (40 % de la SAU). Dans leur très grande majorité il s'agit de coopératives agricoles successeurs des entreprises socialistes. Ce maintien interroge sur leur statut, les évolutions de leur propriété, leur fonctionnement dans l'économie de marché et dans la politique agricole commune. Après plus de vingt ans de transformation, les facteurs sociaux et culturels sont aujourd'hui mieux connus et viennent compléter les schémas économiques et spatiaux construits dans la décennie 1990.
- 2 S'interroger sur les coopératives de montagne en Slovaquie invite à reprendre la question des effets de contexte géographique sur la transformation post-socialiste (Rey, 1996). La montagne joue-t-elle un effet particulier dans ce processus ? Y a-t-il des trajectoires de transformation qui sont proprement montagnardes ? A quelle échelle intervient cet effet ?

Des coopératives dans des montagnes

- 3 Le terme de montagne demande à être défini pour servir de cadre à l'analyse du secteur coopératif. Les facteurs montagnards permettent de construire une typologie des différents massifs et d'analyser les évolutions des coopératives.

La montagne en Slovaquie

- 4 La Slovaquie classe ses montagnes en quatre zones, à partir de critères d'altitude, de déclivité des versants et de durée de la période hivernale¹. Les communes dites de montagne sont disposées de manière concentrique autour des Hautes et Basses Tatras et des Fatras vers les trois directions ouest/sud et est (figures 1 et 2). Dans ce pays d'Europe centrale le milieu montagnard associe les effets de l'altitude à ceux de la continentalité. L'altitude décide des températures et de l'étagement de la végétation. Les Hautes Tatras (2 200 m) sont trop escarpées pour posséder de vraies estives alors que de nombreux *pasienky* occupent les sommets des Basses Tatras. Plusieurs coopératives de l'okres de Brezno sont d'ailleurs spécialisées dans le pastoralisme ovin.
- 5 La couverture forestière de cette montagne est inégale. Les massifs du Nord Ouest et quelques îlots du centre sont peuplés et bien exploités, la cuvette du piémont des Tatras forme les régions historiques du Liptov et du Spiš. La moyenne montagne des Beskides et des Monts métallifères est en revanche à 45 % forestière, voire plus. Les finages agraires sont ici étroits et connaissent une déprise agricole séculaire. Sans surprise les coopératives agricoles y sont peu nombreuses. Signalons que la loi fondatrice des coopératives en 1949 excluait l'exploitation forestière de l'activité des coopératives. Aussi les villages à la fois montagnards et forestiers n'ont généralement pas de tels établissements, leurs terres sont exploitées par des entreprises extérieures, ou une petite paysannerie, ou le plus souvent laissées à l'abandon. C'est une situation que l'on retrouve dans les Beskides ou à l'est des Monts métallifères (okres de Gelnica, Spišská Nová Ves)
- 6 Le cadre géographique est différent selon les massifs. Les zones de montagne se partagent en trois sous-ensembles régionaux. Le premier regroupe les massifs occidentaux (Považie, Kysuce, Orava) et remonte le long de l'autoroute du nord jusqu'à Liptovský Mikuláš : ils bénéficient du dynamisme industriel et urbain de la vallée du Váh qui se prolonge dans les équipements touristiques du Liptov et du Turiec. Dans les régions de l'Est (Spiš, le nord du Turiec) l'espace régional est marqué par les problématiques du sous-équipement en infrastructures et des phénomènes de dépression économique. Le pôle urbain dynamique autour du doublon Banská Bystrica-Zvolen anime la Slovaquie centrale, alors que les vallées orientales (Porhonie, Gemer et Malohont) cumulent les effets des crises de la mono-activité industrielle et de la transformation agricole.

Figure 1. Montagnes en Slovaquie

Réalisation : Michel Lompech et Julien Chadeyron, Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, 2015.

Figure 2. Coopératives dans les communes de montagne en Slovaquie en 2014

Réalisation : Michel Lompech et Julien Chadeyron, Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, 2014.

Des coopératives en nombre

- 7 Etablir un nombre précis de coopératives en Slovaquie est une tâche malaisée. Le recensement agricole (*Census fariem*) de 2010 fournit un chiffre de 584 coopératives au niveau national, qui exploitent 740 080 ha, soit 40 % de la SAU slovaque. Ces données sont disponibles au niveau des régions (*kraj*) : les deux régions « montagnardes » de Žilina et de Banská Bystrica comptent 86 coopératives chacune, qui exploitent 60 % de la SAU. Les chercheurs de l'Institut d'économie agricole confrontent ces données à celles de l'Agence de paiement agricole et à celles du registre du commerce (Škriniarová, 2012). Ils observent une fluctuation qui s'explique par l'existence de coopératives qui ne sont plus en activité mais qui demeurent

enregistrées, car elles perçoivent des subventions pour des terres qu'elles louent à des entreprises sociétaires ou parce qu'elles n'ont pas liquidé l'ensemble de leurs actifs.

- 8 Le cadre régional n'est pas suffisant pour apprécier l'importance des coopératives en montagne et on ne dispose pas d'un dépouillement du *Census fariem* à l'échelon inférieur des okres, moins encore à l'échelle des seules communes de montagne. On a choisi d'exploiter la base de données *Agrorregister* d'une agence satellite du Ministère de l'agriculture², en en extrayant les coopératives des communes de montagne. L'exploitation de ce registre est ensuite confrontée à des vérifications par recoupement sur des sites des communes et auprès d'acteurs de la filière agricole, ceci afin d'éliminer les coopératives non actives ou des entreprises sociétaires. On a enfin comparé cette carte avec la carte réalisée par le géographe Peter Spišiak pour l'*Atlas de la Slovaquie* publié en 1999³ qui localise les coopératives existantes à cette date par des figurés ponctuels. On mesure ainsi la situation actuelle et son évolution depuis une quinzaine d'années.
- 9 La carte (figure 3) fait apparaître le grand nombre de communes (810) sans coopérative. Il peut s'agir soit de communes forestières ou constituées de zones incultes, comme le laissent supposer les mailles larges des Hautes Tatras. La plupart des coopératives cependant interviennent sur les finages de plusieurs communes ; le phénomène indique donc la concentration des entreprises coopératives relativement forte en montagne. 261 communes de montagne ont donc une coopérative. Remarquons le cas général et l'exception : les coopératives sont présentes dans toute la montagne et constituent de ce fait une réalité incontournable de ces espaces ; échappent à ce constat les okres orientaux (Hummené, Medzilaborce et Snina) qui n'ont aucune coopérative. C'est l'une des rares configurations régionales nettes : tous les okres de Slovaquie de l'Est ont vu disparaître ou fortement diminuer leur nombre de coopératives. C'est un indicateur de l'effondrement des entreprises mises en place par l'économie administrée dans ces régions orientales. Il rejoint la problématique du sous-développement régional de cette partie du pays, et est un signe évident du désarroi des sociétés locales face à la transformation de l'agriculture.

Figure 3. Evolution des coopératives de montagne en Slovaquie (1999-2014)

Réalisation : Michel Lompech, Daniel Ricard et Julien Chadeyron, Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, 2014.

- 10 Le facteur suivant concerne le maintien ou la diminution du nombre de coopératives dans la plupart des okres montagnards. Dans 13 okres ce nombre est stable, et 134 entités se maintiennent. Dans 32 okres il diminue, ce qui se traduit généralement au niveau de la trame communale, pour les 87 communes concernées, par la disparition de l'unique coopérative du village, même si dans quelques cas la carte de 1999 fait apparaître deux établissements sur une même commune. Dans 40 localités, enfin, le nombre de coopératives augmente : comme les créations *ex nihilo* sont très rares, ce sont donc des divisions d'une première entité. Au total cette distribution reproduit les inégalités régionales observables en Slovaquie, ainsi que les pivots de l'économie agricole au niveau national : des coopératives nombreuses (quoiqu'en diminution) et bien réparties.

Montagne collectivisée et normalisée

- 11 Le développement économique durant la période socialiste a marqué la montagne slovaque suivant une temporalité différente des espaces de plaine. Le développement continu du secteur coopératif a été son mode d'action privilégié.

Une montée par étapes vers la montagne collectivisée

- 12 La situation du secteur coopératif de 1989 correspond à l'aboutissement d'un processus de quatre décennies, mis en place par étapes avec des échecs, des fusions et des entrées tardives. La diffusion des coopératives s'est réalisée en plusieurs vagues qui affectent différemment les zones de montagne. Les réformes agraires d'après guerre (1946-1948) ne les concernent qu'à la marge, car la grande propriété y était peu représentée : les cas les plus notables sont les possessions du chapitre canonial de Spišská Kapitula, ou les terres des villages allemands dans le Spiš. Après le coup de Prague de 1948, le pouvoir communiste adopte une première législation établissant les *Jednote Roľnícké Družstvo*, JRD (Coopérative de paysans unis) en 1949. Commence alors la grande étape de collectivisation des années 1950. Elle bouleverse les sociétés locales par des campagnes d'*agit-prop*, provoquant le débat sur l'inégalité sociale dans les villages, prônant la lutte contre les « koulaks », soulevant les questions du sous-emploi rural, du statut de la femme paysanne, de l'émigration de travail, du rôle de la jeunesse, de la mécanisation du travail agricole, tout ceci dans le but d'ouvrir la voie à la socialisation des moyens de production. L'histoire de la collectivisation imbrique ainsi la complexité d'histoires locales et des tensions agraires en montagne, les différences confessionnelles, ethniques... Cette seconde vague de collectivisation porte sur l'ensemble du pays, surtout dans les plaines et les vallées principales des grands massifs. Les zones les plus déclives ne sont pas jugées prioritaires, en raison de leur faible valeur agronomique et de la taille réduite de leurs communautés.
- 13 La figure 4 montre cette diffusion spatio-temporelle de la collectivisation dans les Tatras (Spišiak, 1993). Elle a commencé dès 1949 par création des premiers noyaux de collectivisation dans des villages allemands où s'étaient installés des paysans sans terre. En 1953, ces petites coopératives sans moyens et animées par des membres sans expérience, sont regroupées dans des fermes d'Etat. La seconde étape dure de 1955 à 1961 et porte sur les espaces adjacents des premières coopératives. La troisième étape de 1977 à 1988 collectivise les vallées périphériques. Il est prévu d'absorber à terme les

dernières communes restantes. Ainsi les paysans de la commune RehoLa rejoignent-ils une coopérative en 1988 !

Figure 4 – La collectivisation des Hautes Tatras

Réalisation : Michel Lompech et Julien Chadeyron, Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, 2014.

- 14 Au regard de la durée de la période socialiste, c'est la troisième étape de collectivisation, des années 1972-1975, qui apparaît spécifiquement montagnarde, les exploitations privées ayant d'ailleurs totalement disparues dans des grandes plaines. L'administration régionale ne renonça jamais à intégrer l'ensemble des communes dans le système coopératif. Le raidissement idéologique de la « normalisation » tchécoslovaque correspondit à une pression tenace pour une socialisation complète. Les communes non collectivisées se situent dans des espaces montagnards marginaux, sur des versants très déclives, aménagés d'étroites banquettes. Encore faut-il souligner qu'elles étaient généralement intégrées dans des espaces fonctionnels qui rendaient négligeable l'économie paysanne. Ainsi dans le centre de la Slovaquie les communes de Detva et de Hriňová en partie non collectivisées, étaient incluses dans le bassin d'emplois d'une usine d'armement dans lequel se développait le genre de vie des ouvriers-paysans (*kovoroľník*). Dans les Tatras les paysages traditionnels s'observent à proximité des stations touristiques, autour du village de Ždiar. Les schémas régionaux d'aménagement planifiaient le dépérissement des communes frontalières les plus reculées, par une politique de concentration hiérarchique du peuplement, notamment au nord-est du pays (okres de Snina, Svidník, Stará Ľubovňa ou Stropkov) ; pour les autorités, l'abandon de l'entretien des parcelles par les exploitants privés défaillants légitimait la collectivisation. Les derniers conflits fonciers opposant paysans et coopératives ne s'arrêtent d'ailleurs qu'avec la chute du régime communiste. On comprend que la mémoire locale des tensions agraires tout comme la mobilisation

sociale qu'a représentée la création des coopératives soient encore vives. L'objectif poursuivi par le régime, à savoir la disparition à terme de la propriété privée agricole par la généralisation du modèle coopératif, était presque atteint en 1989 : il n'y avait plus que 300 agriculteurs privés qui exploitaient 2,6 % de la SAU.

- 15 Cette chronologie des coopératives fournit un élément de compréhension. On doit la compléter par leur insertion dans des filières agro-alimentaires dans les années 1970. La période est alors à l'industrialisation de l'agriculture, qui se traduit par la transformation de la structure agraire et la formation de grands complexes agricoles. Les coopératives sont alors incluses dans une « organisation territoriale administrée » (Zrinscak, 1997). Entre 1971 et 1978, pour obtenir cette concentration d'entreprises, on fusionne sur toute la Slovaquie environ 800 coopératives, pour créer 400 nouvelles entités. A l'échelon de cette maille administrative, les coopératives bénéficient d'investissements, généralement dans l'élevage, car c'était l'objectif principal de cette mutation productive. On observe fréquemment dans les exploitations de montagne de grands bâtiments abandonnés depuis vingt ans et qui étaient prévus pour des entreprises beaucoup plus grandes. Au niveau de ces grandes structures, l'économie coopérative tissait des échanges entre coopératives sur de grandes distances, notamment pour l'élevage des génisses, avec transfert de troupeaux des zones laitières vers les zones d'herbage, l'engraissement des bêtes gravides, la production de fourrage. L'administration régionale planifiait cette production de masse et organisait les relations entre les coopératives et les entreprises de transformation. Ces fusions étaient conçues conjointement à une hiérarchisation des centres qui contribuait à grouper le peuplement. Beaucoup de villages de montagne n'ont plus que des annexes techniques de coopératives situées dans les bourgs-centres, avec des installations sans réelle autonomie de production.
- 16 Dans ce processus, les JRD n'étaient donc pas maîtres de leurs choix, mais fortement contraintes par l'administration régionale. Si la direction pouvait être d'origine locale, les spécialisations techniques étaient décidées par des agronomes nommés par l'administration. Celle-ci décidait des fusions entre établissements, en passant outre le vote de l'assemblée générale des coopératives concernées. Il ne faut pas cependant négliger les capacités d'action de ces dernières. En 1978 le comité central du Parti arrêta le processus en raison des nombreuses protestations contre ces fusions autoritaires, preuve d'une certaine autonomie. Certaines coopératives cherchaient par ailleurs à se dégager quelque peu du carcan de l'agro-complexe, en créant des filières de vente directe, des petites laiteries, des ateliers de valorisation de l'élevage, ou bien en construisant des infrastructures d'hébergement touristique. Ainsi les coopératives les plus importantes de Slovaquie centrale comme Zvolenská Slatina, Sebechleby ou Dobrá Niva se sont dotées de fromageries, d'abattoirs et d'ateliers de découpe d'agneaux. Ces équipements constitueront une base essentielle durant la phase de transition pour affronter l'effondrement des cours et la désorganisation des marchés, permettant ainsi une relance de l'entreprise.

L'évolution de l'opinion rurale sur les coopératives

- 17 La montagne slovaque a donc connu dans les années 1970 et 1980 la phase essentielle de sa modernisation. Les années 1980 furent, pour le secteur coopératif, celles du succès productif, avec une production agricole nationale multipliée par trois. Des coopératives

de montagne affichèrent de bons résultats et servirent de vitrines de l'agriculture socialiste, comme les meilleures exploitations de la plaine danubienne : ainsi de la coopérative de Prybilina sur le piémont des Tatras. Créée dans les années 1950, cette coopérative paysanne survit difficilement la décennie suivante. Au début des années 1970 l'administration agricole en fait un centre de production de pommes de terre pour tout le Liptov et y installe un atelier de montage industriel. L'entreprise prospère, bénéficie de nouveaux équipements et construit des appartements pour ses membres. On conçoit que les coopératives furent en milieu rural le lieu de la culture de masse promue par le régime. La compréhension de leur maintien fait intervenir le temps long des mutations culturelles.

- 18 Bien que les coopératives n'aient pas été créées sur la base du volontariat, mais par la pression politique, y compris physique sur les personnes dans les années 1950, elles furent progressivement acceptées comme une composante essentielle de la vie rurale. Leur prospérité influençait de manière considérable l'équipement et le niveau de vie des villages. Ces entreprises insèrent l'économie locale dans un réseau d'échanges, contribuent à la sortie de l'autosubsistance paysanne, atténuent l'émigration saisonnière. Le régime coopératif permet aux ruraux de bénéficier des avantages du salariat, de la protection sociale, des pensions de retraite. Il diffuse également l'économie coopérative dans le domaine de la construction, de la distribution, des échanges. On ne peut comprendre le succès de la troisième vague de collectivisation, si on ne prend pas en compte le progrès offert par ce modèle. Une fois l'exploitation collective imposée à la société locale, le protectionnisme agraire de l'Etat et les avantages sociaux favorables aux agriculteurs et à leur famille conduisent à considérer comme naturel un certain standard de vie sans lien avec la productivité du travail individuel.

Les effets du contexte montagnard et les itinéraires de transformation des coopératives

- 19 La transition économique a vu un mouvement de fragmentation des grandes coopératives, puis une forte diminution du nombre des structures agricoles, des fermetures d'exploitations et la liquidation des fermes d'Etat. Il convient de rechercher les effets du contexte montagnard dans le processus de transformation des coopératives.

Une loi, des lois pour transformer les coopératives

- 20 C'est la loi de transformation de 1991 qui provoque la transformation des coopératives. Si elle choisit de respecter le droit des membres des coopératives, elle crée de nouveaux droits pour les propriétaires fonciers et les anciens propriétaires de biens incorporés dans la coopérative, de manière à instaurer un nouvel ordre social (Maurel, 1994). Cette procédure libérale qui visait à réintroduire la notion de propriété au sein des acteurs économiques, a réduit de fait le droit des coopérateurs. Ce scénario s'est heurté à l'émiettement de la propriété foncière dans toute la Slovaquie, encore plus forte dans ces anciennes montagnes paysannes. L'atomisation de la propriété de la coopérative y est accentuée en raison de l'importance du micro-fondium originel sur certains massifs, notamment dans l'Orava. Dans beaucoup de communes de montagne, la première

assemblée générale de transformation a dû se tenir sur le stade du village pour accueillir tous les ayant-droits. On comprend aisément qu'une telle assemblée ait été ingérable. Les sociétés agraires montagnardes étaient relativement égalitaires : aucun ayant-droit ne bénéficie d'une part importante de la propriété, à la différence des plaines qui étaient plus socialement hiérarchisées. On a bloqué le fonctionnement des coopératives sans que l'opinion publique y trouve un intérêt quelconque. La procédure des restitutions n'a pas suscité la restauration d'une agriculture familiale surtout en montagne où ces cas, sans être totalement absents, sont rares, alors qu'ils sont plus fréquents dans la plaine danubienne. L'objectif de cette politique économique était de rétablir les liens au capital agricole et à la propriété foncière, mais ils ne l'ont été que de façon formelle, sans aucun rapport avec leur finalité économique. La structure foncière régionale antérieure constitue donc bien un élément important du contexte montagnard. « L'effet de mémoire de l'espace agraire » (Rey, 1996, p. 216) a enrayé la volonté du législateur.

- 21 Cette loi, votée dans un certain esprit de revanche politique, est modifiée par le parlement slovaque en 1995. La nouvelle législation enjoint aux coopératives de convertir les parts détenues par les ayants-droit non-membres en « titres de parts de coopératives » *družstevné podielnické listy* (D.P.L.)⁴ Ces titres garantissent le droit à chaque porteur de participer aux bénéfices de l'entreprise, de les échanger ou de réclamer leur rachat par la coopérative, de participer à l'assemblée générale. Le vote lors de celle-ci ne correspond plus au principe coopératif d'une voix par membre, mais au nombre de parts détenues par chaque membre. Cette disposition modifie radicalement le gouvernement de l'entreprise en donnant plus de pouvoir à l'organe directeur de la coopérative. Une grande partie des coopératives se montrèrent réticentes à appliquer la loi. Une troisième loi en 2005 les y contraignit sous menace de liquidation, ce qui permit d'achever la procédure d'enregistrement. La transformation des coopératives aboutit donc à cette situation curieuse dans laquelle des individus sont porteurs de droits de propriétés de coopérative dont ils ne sont pas membres. On a d'un côté des porteurs qui ne sont pas membres de la coopérative et qui cependant en détiennent une part de propriété, et qui ne peuvent intervenir dans la gestion de la coopérative, et de l'autre des membres de la coopérative qui ne sont pas les propriétaires exclusifs de leur coopérative. Ici réside toute l'ambiguïté du statut de coopérative agricole en Slovaquie.
- 22 Ces titres donnent droit au versement de dividendes, que beaucoup d'entreprises ne peuvent payer. L'Etat, par des dispositions fiscales d'une quatrième loi votée en 2013, s'apprête à récupérer ces titres. Est-ce un moyen pour l'Etat d'intervenir dans le processus de transformation en consolidant les structures ou en levant l'hypothèque initiale créée par la loi de 1991 ?
- 23 Des recompositions de capital sont donc à l'œuvre au sein des coopératives et aucune d'entre elles ne communique sur la valeur de ses DPL, sur les transactions, sur l'identité des acheteurs. Deux solutions principales existent : soit la coopérative rachète elle-même les titres, soit des membres achètent des parts, et ce sont le plus souvent les dirigeants qui profitent de la concentration du capital. Comme ils ne peuvent acheter toutes les parts et qu'un relatif consensus local est plus acceptable par toutes les parties, la forme coopérative se maintient. L'assemblée générale annuelle ressemble à la réunion statutaire d'une association locale avec bilans financier et moral, et le portefeuille de DPL à une cagnotte laissée par les grands-parents...

- 24 La plupart des entreprises slovaques ont traversé difficilement les années de transition, la fin des régimes d'aides, les évolutions chaotiques des marchés et la recomposition des filières. Les plus en difficultés ne versaient pas de dividende à leurs actionnaires, voire ne payaient par les propriétaires fonciers. La croissance économique depuis dix ans et l'intégration à la PAC inversent cette situation.

L'effet de contexte montagnard sur l'application des lois de transformation

- 25 Les transformations successives d'une même entreprise reflètent les hésitations sur la forme coopérative. On la retrouve dans les noms des nouvelles entités : simple coopérative agricole (*poľnohospodarské družstvo*) ou d'actionnaires (*Podielnické družstvo*), coopérative paysanne (*Roľnícké družstvo*) ou même encore « coopérative du village de N. située dans le village de N. », cette précision pour affirmer son ancrage dans la commune, parfois complétée par le nom d'un massif, de la région naturelle ou historique, comme Dumbier, Hont, Gemer, Spiš, Orava, Beskides... L'organisation en agro-complexes s'est généralement fragmentée, chaque village souhaitant gérer localement la redistribution de la propriété. La carte montre cependant que les coopératives sont relativement concentrées en montagne. Le dépérissement de certaines communes de montagne ne permettait pas l'autonomisation de la production.
- 26 Certaines de ces coopératives sont parvenues à préserver leurs acquis, à éviter la vente à l'encan du matériel, les dégradations suite à des vols, l'abandon des installations. Ainsi dans les deux coopératives laitières qui sont présentées ci-après, de Kluknava dans les Monts métallifères et de Veľká Frankova dans le Zamugurie, le personnel de direction a su jouer de l'interconnaissance et de la solidarité au sein de leur village pour éviter l'écatement de l'entreprise lors de l'assemblée générale. La temporalité récente de ces entreprises explique paradoxalement leur maintien : les mêmes équipes qui avaient porté le projet coopératif depuis une décennie se sont accordées pour le maintenir.
- 27 En partie négligées par les directives administratives, les conditions naturelles de la montagne sont à nouveau prises en compte dans l'économie de marché et conduisent à des rationalisations des productions. C'est « l'effet du milieu géographique ambiant » (Rey, 1996) qui intervient directement dans le contexte montagnard. Les coopératives comportaient de nombreuses activités : des élevages surdimensionnés, des stations de conditionnement de pommes de terre, des assolements céréaliers imposés. L'économie de marché invite à la spécialisation. Les exploitations simplifient leurs orientations techniques, réduisent leur emprise sur la SAU. Les porcheries et les poulaillers industriels sont progressivement fermés. L'élevage ovin est apparu comme la spéculation privilégiée pour la survie des exploitations. Cet « effet de constitution de bassin de production », qui n'apparaissait pas au début de la transition économique des années 1990 (Rey, 1996) est très net en 2014. Les exemples développés ci-après montrent que la recomposition des filières n'est pas terminée. On remarque une inversion spatiale curieuse entre les grandes zones d'élevage ovin ou bovin en montagne : les massifs traditionnellement voués dans la première moitié du XIX^e siècle à l'élevage ovin comme l'Orava, furent spécialisés dans l'élevage bovin/lait par l'économie administrée, essentiellement pour produire de grandes quantités et créer des emplois, quand d'autres, comme dans les Hautes Tatras, ont été spécialisés dans

l'élevage ovin, alors qu'ils étaient en dehors de la zone de production traditionnelle de *bryndza* (Ricard, 2009). C'est un héritage direct de la planification.

- 28 La transformation donne lieu également à une diminution drastique de l'emploi salarié sur l'exploitation par suppression des postes occupés par des retraités, des emplois saisonniers assurés par les individus des minorités rom, le non-remplacement des départs à la retraite, la fermeture des ateliers dits de « production auxiliaire », où l'on réalisait des opérations de montage pour des firmes industrielles. Une telle restructuration diminue le rôle de la coopérative dans l'économie locale.

Portraits de coopératives en montagne

- 29 Les coopératives de montagne présentent des profils très variés et ces différences entre entreprises ne sont pas encore lisibles à l'échelle régionale. Les portraits d'entreprise permettent de mesurer le rôle exercé par leur management, leur insertion dans la société locale et les orientations de production (Swain, 2000). Ils dessinent une typologie des coopératives de montagne.
- 30 Voici l'exemple de l'*Agrodružstvo Revuca*. Elle a été fondée en 2001 sur la base d'un établissement directement successeur de la JRD, placé en faillite en 1999. La coopérative exploite la plus grande partie du plateau de Muraň, sur 1 191 ha et cinq communes. Dans cette région de Slovaquie centrale, la déprise rurale est séculaire. Sur des terroirs d'herbe, la coopérative élève des bovins viande (veaux et génisses), et un troupeau de reproducteurs de la race *valašská*. La coopérative conserve le monopole agricole local à côté de six petits agriculteurs indépendants (15 à 20 ha chacun). Elle a obtenu des aides européennes à l'investissement, pour refaire ses bergeries et étables, pour l'achat de matériel de fauche et de traitement du fourrage. Elle offre le profil d'une coopérative de managers qui préserve le consensus local en reprenant des salariés et s'impose comme un acteur de l'aménagement du territoire auprès des collectivités locales et de l'administration, dans une région marquée par l'exode rural, la déprise paysagère et la dépression économique.
- 31 La coopérative *EKO-Družstvo Kalinka* met en valeur les pentes méridionales du massif du Poľana au centre du pays. Elle a été fondée en 1997, sur les biens-fonds d'un premier échec de transformation de la JRD. Elle compte 21 membres et emploie 14 salariés. Elle exploite 958 ha loués à des propriétaires privés et au Fonds foncier slovaque. Les rendements céréaliers, en mode de production biologique, sont faibles (26 qx/ha pour le blé, 27 qx/ha pour l'avoine). La coopérative élève des daims et des mouflons et un troupeau de brebis pour la viande (1 000 têtes environ). La coopérative a bénéficié d'une aide européenne pour transformer une ancienne porcherie en bergerie et pour clôturer un vaste parc (130 ha) pour son gibier. Elle a réorienté son activité vers un domaine de chasse. On a là l'exemple d'une coopérative villageoise (360 habitants), réduite aux acquêts par le démembrement de l'ancien système, qui adapte sa structure et son projet à la ressource locale. Dénués de moyens et sans poids réel face aux acteurs régionaux du secteur laitier, ses dirigeants construisent un projet alternatif.
- 32 Les trois cas suivants regroupent des coopératives relativement importantes par le nombre de leur membres, leur rôle dans la société locale et proches par leur voie de maintien de la structure coopérative.
- 33 Ainsi de l'*Agro-družstvo Krivá na Orave*. La JRD, créée en 1950, n'a réellement démarré qu'en 1960. On y élevait alors 300 vaches laitières. La nouvelle société n'en a plus que

150, mais sa production laitière est supérieure de 100 000 litres à celle des années 1960. A la suite de mauvaises opérations commerciales, la coopérative successeur est placée en liquidation et cinq membres déposent un nouveau projet de reprise. Ils sont rejoints par 142 membres et 180 actionnaires. La société emploie 19 salariés, dont quatre sont chargés de la gestion (24 dans l'ancienne JRD !). Les installations de traite, les stabulations sont modernisées, le rendement laitier nettement amélioré (6 700 l/vache). Pour faire face à la fermeture de la laiterie de Tvrdošín, la coopérative construit une fromagerie qui produit l'assortiment traditionnel (*hrudkový syr*, *parenice*, *oštiepok*, *korbačky*). La coopérative se déleste d'un élevage avicole non rentable, comme de la boulangerie du village. Elle se concentre donc sur la production laitière avec deux cheptels, de vaches et de brebis (750 têtes, de race *valašska* croisées avec des Lacaune pour améliorer le rendement laitier). Les troupeaux de laitières restent en stabulation pour une bonne maîtrise de la production. La coopérative exploite 524 ha dont 125 de labours (orge et pomme de terre). Cette coopérative a surmonté ses difficultés de transformation, au prix d'une refondation. Elle assure son avenir par l'amélioration de sa productivité, l'équilibre comptable et l'autonomie garantie par la transformation de la production. Elle bénéficie d'une direction managériale impliquée qui s'appuie sur une base sociale large, dans une montagne dynamique sur le plan démographique, mais connaissant un taux de chômage élevé. Ce contexte de sous-emploi régional et un premier échec de transformation assurent l'adhésion des membres à une gestion rigoureuse.

- 34 En plein karst du Gemer et du Spiš, la coopérative de Kluknava exploite les finages de la vallée principale sur 25 km : 2 390 ha sur 9 villages, avec des altitudes de 360 m à 1 500 m. L'essentiel de la surface est en prairies permanentes (750 ha) et 1 000 ha d'estives. La coopérative a trois troupeaux : 200 vaches laitières, 100 bovins viande et 3 000 brebis. Elle a construit sa propre fromagerie à Jaklovce qui produit 500 tonnes de *bryndza*/an. La coopérative emploie 76 salariés, dont 12 assurent la gestion. Grâce à des aides européennes elle a rénové son matériel, transformé ses bâtiments, acheté des tracteurs. Fondée en 1958, le même directeur est à sa tête depuis 1981. En 1988 elle employait 488 personnes : la plupart travaillaient dans des ateliers de montage (fabrication de containers, de chaussures, scierie). Il n'y a plus maintenant que 180 membres dont 27 sont salariés. L'entreprise fut l'une des premières à éditer des DPL. Pour devenir membre de la coopérative il faut verser un droit d'entrée de 1 600 €, comme l'ont fait deux vétérinaires embauchés récemment. On a, avec cet exemple, un type d'entreprise qui pérennise la structure et l'esprit coopératif dans la continuité. Elle resserre ses activités sur le domaine agricole et conforte sa spécialisation par la transformation de la production. La politique agricole européenne stabilise son fonctionnement. Dans un espace régional subissant la désindustrialisation et la marginalisation sociale, le modèle coopératif prouve sa légitimité, au prix d'un net repli.
- 35 C'est aussi le cas de la *Podielnícké družstvo Goral* dans le village de Veľká Frankova. Située dans un bout du monde frontalier avec la Pologne, cette coopérative villageoise est l'une des dernières créées en 1978. En 1992 l'entreprise est refondée par la même équipe dirigeante. Elle exploite 700 ha, essentiellement en pâtures de montagne. Elle emploie 37 salariés. La production se concentre sur l'élevage ovin (2 000 têtes). La coopérative se dote dès 1992 d'une fromagerie pour produire de la *bryndza*, ce qui lui assure une relative indépendance. Elle compte 84 membres, dont la plupart sont à la retraite et plusieurs salariés n'ont pas le statut de membres. Le même directeur est en place depuis 1991. La moyenne d'âge des salariés dépasse les 45 ans. Elle offre l'exemple

d'une coopérative « générationnelle » qui parvient à se maintenir grâce à la cohésion de son groupe social limité (dans un village de 350 habitants) et une spécialisation adaptée au marché.

Conclusion

- 36 Les coopératives de montagne en Slovaquie ont bien eu une trajectoire spécifique de transformation qui s'explique par des effets dus au contexte montagnard. Ces anciennes montagnes paysannes ont hérité d'une structure foncière pulvérisée que la forme coopérative a dépassée radicalement. La déprise rurale, multipliant les terres non-identifiées et réduisant la taille des communautés, constitue un autre effet de mémoire agraire montagnarde. Le maintien productif des coopératives s'explique à la fois par leur spécialisation agricole à l'intérieur de bassins de production en formation et leur adaptation aux conditions du milieu naturel. La signification du statut de coopérative est plus ambiguë dans la réalité de leur fonctionnement. Elle renvoie à la diversité des sociétés rurales et à leurs modalités d'adaptation à la modernisation. La cohésion de la société locale permet généralement de préserver l'entreprise, en reportant les choix décisifs au niveau des consensus locaux. C'est ici l'échelon des aires culturelles traditionnelles, dans un pays marqué par le folklore, qui constituer la meilleure grille d'analyse socio-culturelle de ces recompositions locales.

BIBLIOGRAPHIE

Dejiny poľnohospárstva na Slovensku, Université agricole de Nitra, 2001. [Histoire de l'agriculture en Slovaquie]

DANGLOVÁ O., 2006.- *Slovenský vidiek Barriéry a perspektívy rozvoja*, SAV. [La campagne slovaque. Obstacles et perspectives de développement]

LOMPECH, M., 2003.- *Décollectivisation et politique de développement rural en Slovaquie*, thèse non publiée, Université Paul Valéry.

MAUREL, M.-C., 1994.- *La Transition postcollectiviste - Mutations agraires en Europe centrale*, collection Pays de l'Est, L'Harmattan.

RICARD, D., 2009.- « Dynamiques laitières et fromagères en Slovaquie », *Histoire & Sociétés rurales*, n° 31, pp. 99-126.

REY, V. (dir.), 1996.- *Les nouvelles campagnes de l'Europe centre orientale*, collection Espaces & Milieux, CNRS Editions.

ŠKRINIAROVÁ K., BANDLEROVÁ A., ILKOVÁ Z., 2012, « Nezrovnalosti v počtoch poľnohospodárskych družstiev na Slovensku », *Ekonomika poľnohospodárstva*, n° 4, pp. 35-47. [Disparités dans les nombres de coopératives agricoles en Slovaquie]

SPIŠIAK, P., - 1993. « Polnohospodarské aktivity », in MLADEK, J. (éd.), *Región Poprad geografické struktury socioekonomický aktivít*, pp. 35-57.

SWAIN, N., 2000.- « From kolkhoz to holding company: a Hungarian agricultural producer co-operative in transition », *Journal of Historical Sociology*, vol. 13, n° 2, pp. 142-171.

NOTES

1. Critères de définition de la montagne en Slovaquie : altitude moyenne ≥ 700 m, l'altitude moyenne ≥ 700 m et moins de 600 m. La pente des versants $\geq 20\%$ ($11,8^\circ$) sur une surface supérieure à 50 % de la superficie de la commune. Altitude moyenne ≥ 500 m et < 600 m en combinant avec la pente des versants ($8,31^\circ$) $\geq 15\%$ de la superficie de la commune.

2. www.radela.sk/agroregister

3. p. 169 de l'*Atlas Slovenska*

4. Ces DPL sont des valeurs fiduciaires enregistrées auprès du Centre des valeurs fiduciaires (*Stredisko cenných papierov*).

RÉSUMÉS

La moyenne montagne slovaque couvre plus d'un tiers de la superficie du pays et les coopératives en sont les principaux acteurs agricoles. Ces entreprises, créées dans le cadre de l'ancienne économie administrée, ont survécu à son démantèlement. La temporalité spécifique de la collectivisation en montagne et la structure du peuplement sont des facteurs expliquant les itinéraires de transformation. L'article cherche à évaluer les effets du contexte montagnard dans la transformation des coopératives agricoles et dresse une typologie des formes actuelles de coopératives dans les zones de montagne.

One third of Slovakia is covered by mountain range where cooperatives are the main agricultural actors. These collective farms were created within the frame of the former administered economy and have survived its break up. The specific temporality of the collectivization in mountain and the structure of local communities are important factors in the stages of change. The paper aims at estimating the effects of the mountain context in the restructuring of the cooperatives and gives a typology of the current forms of cooperatives in mountain areas.

INDEX

Mots-clés : Slovaquie, Tatras, décollectivisation

Keywords : Slovakia, Tatras, post-socialist transition

AUTEUR

MICHEL LOMPECH

Maître de conférences, département de géographie, Université Blaise Pascal Clermont-Ferrand 2,
laboratoire CERAMAC. Michel.LOMPECH@univ-bpclermont.fr